

Luttes : Continuons, amplifions

lundi 26 mai 2008, par [MEZZI Dominique](#), [NOIREL Robert](#), [SIMPLON Joséphine](#), [STEIN Juliette](#), [TREPÈRE Galia](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mai 2008).

Sommaire

- [APRÈS LE 15 MAI : Frapper](#)
- [Darcos démission !](#)
- [LYCÉENS : Xavier Darcos \(...\)](#)
- [LOI DE MODERNISATION DE \(...\)](#)
- [Un PS en ébullition](#)

La seule réponse du gouvernement aux revendications et aux mobilisations des salariés de la fonction publique, et en particulier de l'Éducation nationale, est le mépris et la provocation. Sarkozy, toujours aussi bas dans les sondages et après un fronde des députés UMP sur les OGM, s'essaye désormais à une nouvelle opération de communication, montrant ainsi qu'il est bel et bien le « patron ». Le soir même de la journée de grève et de mobilisation d'ampleur du 15 mai, où plus de 300 000 personnes étaient dans la rue, Sarkozy provoque en remettant en cause le droit de grève par l'instauration d'un « droit à l'accueil des enfants » et l'obligation pour les grévistes de se déclarer 48 heures à l'avance. Bien évidemment, Nicolas Sarkozy s'est défendu d'avoir l'intention de limiter le droit de grève, assurant vouloir seulement garantir le droit des familles dont les deux parents travaillent, « *notamment les plus modestes* », à voir leur enfant accueilli les jours de grève. Comme si le problème était l'accueil des enfants les jours de grève, et non les autres jours, accueil que la politique de Sarkozy et de son ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, va encore plus détériorer !

Mais la provocation et le mépris ne s'arrêtent pas là. Darcos en ajoute une louche, il étale son mépris de classe après la manifestation du dimanche 18 mai, qui a regroupé à Paris plus de 40 000 enseignants : il refuse de retirer ses projets de réformes « quelle que soit la dimension des manifestations ». Le message est clair : vous pouvez être dans la rue ou en grève, on s'en fout ! Nous avons été élus pour vous en mettre plein la tête et rien ni personne ne nous arrêtera ! Mais, à jouer les « gros bras », le gouvernement Fillon-Sarkozy risque de récolter la riposte qu'il mérite, au moment où 65 % de la population pensent qu'il faut un nouveau Mai 68 et que la grève est un progrès social.

La droite et ce gouvernement ont pris une claque électorale cinglante lors des municipales. Leur politique a été désavoué. Mais, depuis, le gouvernement a multiplié les attaques, en annonçant un plan de licenciements massif contre les fonctionnaires et la destruction de la fonction publique, en volant 600 euros aux familles qui bénéficient des allocations familiales, en s'en prenant aux malades avec les franchises, aux chômeurs en les menaçant de radiation en cas de refus d'« offre d'emploi valable »...

La résistance à toutes ces contre-réformes existe, elle se manifeste dans de nombreuses luttes, dans de nombreux secteurs et entreprises. Mais, en ordre dispersé, aucun secteur n'arrivera à infliger une véritable défaite à ce gouvernement. Le 15 mai a enfin permis un mouvement de l'ensemble de la fonction publique. On voit bien qu'une seule journée, même réussie, ne suffit pas. Le 22 mai, nous ne pouvons pas nous satisfaire de réclamer mollement « *une retraite solidaire* ». Nous avons besoin

d'une grève, interprofessionnelle massive, dans le public comme dans le privé, pour refuser tout allongement de la durée de cotisation, pour contester la contre-réforme, pour exiger une retraite pleine et entière à 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) et pas plus de 37,5 années de cotisation, à 75 % du meilleur salaire et pas moins de 1 500 euros net.

Ce gouvernement attaque sur tous les terrains, sa politique est globale. Il cherche à nous épuiser, dossier après dossier, régression après régression pour, au bout du compte, transformer la société en une jungle libérale encore plus inégalitaire, encore plus dure pour les plus vulnérables, encore plus profitable pour les actionnaires et les patrons.

Alors oui, pour stopper les attaques de Sarkozy, il faut lui infliger une défaite sur le terrain des luttes. Pour cela, nos résistances doivent se développer et converger vers un mouvement d'ensemble. Seule une grève générale, seule une épreuve de force de longue durée peut faire plier Sarkozy. On ne peut pas attendre 2012, comme le fait la direction du Parti socialiste, et laisser, d'ici là, les contre-réformes sarkozystes ravager la société et nos vies.

C'est maintenant le moment d'engager le combat social. En cet anniversaire de Mai 68, la gauche gouvernementale et institutionnelle, comme les directions syndicales ne prennent pas le chemin de la rue, elles restent cantonnées à une politique d'adaptation aux contre-réformes libérales. Le temps n'est pas à « limiter les dégâts » car, avec une telle politique, on ne limite rien et on recule sans arrêt. Le choix est pourtant clair, soit attendre avec la certitude de vivre de plus en plus mal, soit s'organiser, se mobiliser pour prendre l'offensive et battre ce gouvernement et ses contre-réformes. L'épreuve de force est engagée, continuons, ce n'est qu'un début...

Joséphine Simplon (Premier plan)

APRÈS LE 15 MAI : Frapper beaucoup plus fort

Avec 300 000 à 400 000 manifestants et des taux de grévistes très élevés, la journée du 15 mai a ouvert une brèche. Beaucoup ont envie d'une suite reconductible.

Le 15 mai a d'abord été un puissant mouvement dans toute l'Éducation nationale : 63 % de gréviste dans le primaire, 55 % dans le secondaire selon l'FSU. Même le ministère parle d'un tiers de enseignants en grève. Enseignants et lycéens manifestaient enfin ensemble. Dans certaines villes comme Angers, c'était la première manifestation lycéenne. À Paris, de fortes concentrations de lycéens alternaient avec des cortèges de profs, mélange redoublant la tonalité combative. Cependant, la banlieue parisienne, très active en mars-avril, était présente cette fois. Il persiste une déconnexion entre lycéens et enseignants d'une part, et entre diverses catégories de lycéens d'autre part, dont l'attentisme des directions syndicales depuis mars est en partie responsable. Darcos peut en profiter

Le dimanche 18 mai, dans l'Éducation, avec 45 000 manifestants à Paris selon la FSU, a montré que la combativité demeure, alimentée par la provocation de Sarkozy contre le droit de grève. Des établissements ont déjà décidé de reconduire la grève. À Pau, l'AG appelait à une grève le 20 mai. À Angers, à une reconductible après le 22 mai. À Paris, une AG de 120 instits a voté le principe de la reconductible. C'est en s'engageant dans cette voie qu'il est possible de construire le mouvement d'ensemble qui peut bloquer les mesures de destruction du service public de l'Éducation. Cela

donnerait au 22 mai une tout autre coloration et modifierait notablement le climat social.

L'autre leçon importante du 15 mai, c'est qu'un mouvement de toute la fonction publique émerge, et qu'il se sent assez fort pour vouloir continuer. Les taux de grève sont importants à la Météo, dans la culture, dans tout le ministère des Finances (50 % aux Impôts) où la restructuration (la fusion des Impôts et du Trésor public est en cours) sert de modèle pour la fameuse « *régression* » (comme le dit l'UGFF CGT) générale des politiques publiques (RGPP). Dans les collectivités territoriales, la mobilisation du 15 mai a parfois été freinée par la volonté de privilégier une perspective privé-public le 22 mai. Presque partout, le débat existe sur les suites à donner, qui recoupe le même besoin exprimé chez les enseignants. D'une part, Darcos ne lâche rien sur les postes supprimés, d'autre part, la loi sur la mobilité des emplois dans la fonction publique vient en discussion le 7 juin à l'Assemblée. Donc, le temps presse. Seul Solidaires avait appelé, dès le 15 mai, à des assemblées pour « *décider des suites* », et notamment de la « *grève reconductible* ». La CGT fonction publique appelle à « *amplifier la mobilisation et l'inscrire dans la durée* », en visant début juin. Aux Impôts, 16 centres étaient partiellement en grève reconductible le lundi 19 mai.

Il y a donc un sentiment d'urgence, et le 15 mai redonne envie « d'y aller ». Mais comment ? « *La nécessité d'un mouvement de grève interprofessionnel et prolongé est mise en avant mais les moyens d'y arriver n'apparaissent pas clairement* », note notre correspondant de Perpignan. Dans les syndicats combatifs de la fonction publique (CGT, FSU, Solidaires, FO), la discussion s'anime à la fois pour donner au 22 mai une forte dimension interprofessionnelle (les fédérations du 15 mai devraient se prononcer en ce sens) et pour envisager d'autres rendez-vous ciblés. La question d'une manifestation nationale à Paris est même avancée, puisque c'est l'Assemblée qui va voter la destruction des statuts. Il y a donc à la fois le besoin de traduire le ras-le-bol anti-Sarkozy, très présent dans les slogans du 15 mai, en mouvement d'ensemble avec le privé, et le besoin de porter un coup d'arrêt à des décisions concrètes (un fonctionnaire sur deux éliminé, la prétendue mobilité allant jusqu'au licenciement, l'embauche d'intérimaires, etc.) qu'il est impossible de laisser passer, tellement elles sont graves. Le mois de mai n'est pas fini, loin de là.

Dominique Mezzi, Robert Noirel

Darcos démission !

Qu'on ne se trompe pas. Sarkoz et Darcos ont choisis l'épreuve de force et une stratégie délibérée de la provocation. En remettant en cause le droit de grève, sous la forme de l'instauration d'un service minimum et d'une réquisition des communes, le pouvoir cherche à infliger une défaite au monde éducatif et, au-delà à faire un exemple contre tous les mouvements contestataires. Cette offensive dont on se rappelle qu'elle avait commencé par viser les cheminots, est à prendre très au sérieux.

Depuis novembre et décembre 1995, cheminots et enseignants ont souvent été à la pointe des grèves et des manifestations. Briser les possibilités de rapport de force des mouvements grévistes, c'est permettre de faire passer l'ensemble des contre-réformes qui font partie de la feuille de route du gouvernement. Pour mémoire, rien de moins que la privatisation hospitalière, la remise en cause du CDI, les suppressions de postes dans les services publics, les 41 annuités... Un tel programme de démolition sociale nécessite de remettre en cause les possibilités d'agir pour infliger une défaite cinglante au pouvoir et au Medef. Quelle sera la prochaine cible d'un gouvernement aussi liberticide qu'antisocial ?

Lorsque l'on examine de près le nombre de jeunes et de moins jeunes traduits devant les tribunaux pour faits de contestation et de participation à des mobilisations, on a de quoi être inquiétés. Inquiet, mais pas défait, car les grèves et les manifestations en cours ne faiblissent pas (les marins-pêcheurs !) De nouveaux rendez-vous s'installent même dans le paysage. Les provocations multiples de Darcos sont à la pointe du mépris et de l'arrogance du pouvoir. Les manifestations sont « rituelles », le nombre de manifestants « ne compte pas », l'action des manifestants est qualifiée de « bouffonnerie »... Darcos utilise constamment l'argument du mandat électoral, les urnes contre la rue, alors qu'il vient de subir une gifle électorale à Périgueux ! Il est l'homme qui applique une politique de destruction du service public de l'Éducation nationale. Il affiche une telle morgue contre celles et ceux qui défendent ce dernier que, pour nous, le verdict est sans appel : qu'il s'en aille !

Pierre-François Grond

LYCÉENS : Xavier Darcos doit céder

Contrairement aux dires des syndicats lycéens (UNL et Fidl), la mobilisation n'est pas morte. Les lycéens ont pris une part active à la journée de grève et de manifestations de la fonction publique, le 15 mai.

Alors que tout le monde prévoyait que la journée de 15 mai serait un « barou d'honneur » avant la reprise des cours, les lycéens ont encore une fois montré leur volonté de continuer se battre. Dans certaines villes, comme Toulouse ou Rennes, les manifestations du 15 ont été les plus importantes depuis le début de la mobilisation.

Cette journée prouve que les lycéens ne sont pas prêts à se contenter des prétendues avancées du ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos. Ses annonces sur la réforme du bac pro sont au mieux floues et sans garanties ; au pire, elles entraîneront une individualisation des diplômes, c'est-à-dire des bacs dont le contenu et la valeur ne seront pas reconnus nationalement.

La mise en place d'un service public d'aide individualisée s'apparente à un pansement sur une jambe de bois. Ces heures de soutien seront, de plus assurées par des heures supplémentaires pour les profs et par l'embauche de jeunes précaires, alors que le mouvement demande plus de postes d'enseignants.

Face à cette nouvelle démonstration de force des profs et des lycéens le 15 mai, à la manifestation nationale du dimanche 18 mai, Darcos, Fillon et Sarkozy jouent la provocation. Ils se disent déterminés à ne rien lâcher, quelle que soit la taille des manifestations. Mais les lycéens savent qu'un mouvement d'ampleur des jeunes et des salariés, du public et du privé, pourra les faire céder. Alors, malgré les difficultés, la mobilisation continue.

L'approche du bac fait incontestablement monter la pression sur les élèves grévistes. La répression administrative et policière s'accroît pour essayer de briser la mobilisation. Jeudi dernier, il y a encore eu de nombreuses interventions policières sur les lycées, pour empêcher des blocages ou des assemblées générales. Malgré le potentiel de mobilisation toujours important, les syndicats lycéens n'appellent pas à de prochaines dates de mobilisation, comme s'ils voulaient discrètement siffler la fin. Pour l'instant, la seule prochaine échéance est une manifestation appelée par la FCPE et les syndicats enseignants le samedi 24 mai.

Pour que la mobilisation puisse se maintenir et s'amplifier, il faut appeler à des dates de grève et de manifestations profs-lycéens en semaine. C'est pourquoi la coordination lycéenne nationale, réunie le samedi 17 mai à Paris, a appelé les lycéens à rejoindre la journée de grève des salariés, le jeudi 22 mai. La journée de grève du 15 mai a prouvé que l'appel à la mobilisation commune des profs et des lycéens permettait de faire descendre dans la rue plus de monde, et donc d'augmenter la pression sur le gouvernement. Et seule une mobilisation des profs aux côtés des lycéens pourrait permettre de lever l'obstacle et la pression du bac.

Ce qui est sûr, c'est que pour pouvoir maintenir la mobilisation, il faut encore plus s'organiser. Il faut continuer à faire des assemblées générales pour expliquer à tous les lycéens, et notamment à ceux qui commencent à s'inquiéter pour leur bac, qu'il est possible de gagner mais qu'il faut continuer à s'impliquer massivement et chercher à entraîner les autres secteurs de salariés. Il faudra mieux s'organiser pour faire face à la répression, au chantage des proviseurs qui menacent d'exclure les élèves qui continuent à se mobiliser. Il faudra aussi continuer à se coordonner à l'échelle nationale. Il faut que plus de villes participent à la coordination nationale pour relayer partout ces appels.

Nous allons montrer à Darcos et Sarkozy qu'il est possible de les faire lâcher. C'est une grève générale, un nouveau Mai 68, dont nous avons besoin pour mettre un coup d'arrêt définitif à leur politique et les faire dégager !

Juliette Stein

LOI DE MODERNISATION DE L'ÉCONOMIE : Le grand bluff

Le projet de « loi de modernisation de l'économie », que le gouvernement a le culot de présenter comme une solution à la baisse du pouvoir d'achat, favorise en réalité les trusts de la distribution.

Ce serait, dit-on au gouvernement, un des deux projets phares initiés par Sarkozy et Lagarde, la ministre de l'Économie, pour « *doper la croissance* » et « *augmenter le pouvoi d'achat* ». Le fait que le premier projet phare soit le « paquet fiscal », voté l'été dernier et qui a distribué 15 milliards d'euros aux plus riches, en dit long sur leur cynisme.

De fait, les objectifs de cette loi fourre-tout n'ont rien à voir avec les difficultés de la grande masse de la population. Le projet gouvernemental permettra à toutes les banques de distribuer le livret A et de faire ainsi main basse sur une partie des 140 milliards d'euros d'épargne qu'il représente. Parmi les mesures destinées aux PME, il y a de nouvelles exonérations de cotisations sociales et d'impôts grâce à la suppression du seuil de 10 et 20 salariés. Et l'on y trouve d'autres mesures de ce type, comme la modernisation de la Bourse de Paris, dont Lagarde veut faire une des places financières les plus attractives, ou bien l'équipement des immeubles récents en infrastructures de haut débit Internet.

Reste le volet de la loi concernant la grande distribution, qui aurait comme effet, selon le gouvernement, de faire baisser les prix de 1,6 %. Un des plus fervents partisans de la loi, Édouard Leclerc, patron des enseignes du même nom, parle sans rire d'une baisse de 50 % des prix de certains produits.

En réalité, le gouvernement donne plus de liberté aux grands de la distribution, non seulement pour ouvrir des supermarchés dans les zones urbaines, puisqu'ils n'auront plus besoin d'autorisation en dessous de 1 000 mètres carrés de surface (300 aujourd'hui), mais aussi pour négocier les prix avec les producteurs et les industriels.

Face à l'inquiétude des petits commerçants, dont certains députés UMP se font d'ailleurs le relais, Sarkozy a condamné « tous les corporatismes et tous les immobilismes, [...] les tabous, les idées reçues ». Le renforcement de la concurrence devrait, à l'entendre, aboutir à une baisse des prix, ce qui est un pur mensonge. D'abord, parce que les trusts de la distribution, qui font sans cesse pression sur les producteurs pour obtenir d'eux les prix les plus bas, ne répercutent pas ces baisses dans leurs rayons. Les agriculteurs ont assez souvent démontré que leurs produits étaient revendus quatre ou cinq fois plus cher qu'ils ne leur étaient payés. Ensuite, la prétendue « libre concurrence » n'est qu'un mythe, car l'on sait que quelques grands groupes ont la mainmise sur la distribution et s'entendent entre eux pour empêcher une baisse éventuelle des prix.

Il est clair que le gouvernement n'entend absolument pas contraindre, de quelque manière que ce soit, tous ceux, gros industriels et groupes de la distribution, qui ont la maîtrise des prix et l'utilisent pour s'enrichir sur le dos des consommateurs.

Encart : La vraie question des salaires

Chiffre officiel, la hausse des prix dans la grande distribution a atteint, au mois d'avril, 5,3 % sur un an. Or, à cette hausse des prix des produits de consommation, il faut ajouter la hausse des carburants, des loyers, des services, etc.

Face à la baisse du pouvoir d'achat, la seule réponse est l'augmentation générale des salaires, des minima sociaux et des retraites. Ces revendications sont maintenant au cœur d'un grand nombre de luttes et le besoin d'un mouvement d'ensemble pour imposer une autre répartition des richesses fait ainsi son chemin. Nous défendons l'exigence d'une augmentation mensuelle de 300 euros pour tous, et qu'il n'y ait pas de salaires inférieurs à 1 500 euros net. Il faut également imposer une « échelle mobile des salaires », assurant leur augmentation automatique en fonction de la hausse des prix.

Galia Trépère

Un PS en ébullition

Pauvre François Hollande : à six mois de congrès censé traiter du « fond » pour rebâtir un « projet », le premier secrétaire, en partance, du Parti socialiste ne voit toujours pas le début d'un « débat d'idées », et il s'en alarme. Il faut dire que treize candidats déclarés à sa succession, plus déjà quatre ou cinq prétendants (dont lui-même) à la prochaine présidentielle, et autant de cliques et sous-cliques sans l'ombre d'un contenu politique susceptible de les différencier, cela commence à faire désordre. Une « pétaudière », selon le mot élégant de Jean-Christophe Cambadélis.

Il va sans dire que tous les secteurs de cette formation, désormais ralliée au capitalisme néolibéral, en théorie comme en pratique, sont bien d'accord entre eux pour laisser jusqu'en 2012 les mains libres à Sarkozy, afin d'appliquer ses plans mortifères. Dans le même temps, *Le Monde* des 18 et 19 mai nous apprenait cependant que, « le 14 mai, le secrétariat national a constitué, à l'initiative de

François Hollande, un groupe de travail piloté par le député de Paris [et ancien ministre de l'Intérieur !] Daniel Vaillant, et chargé "d'analyser l'impact que pourrait avoir la constitution d'un pôle de radicalité". Il s'agira d'observer de près la tentative de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de constituer son nouveau parti anticapitaliste (NPA) et d'en "tirer les enseignements pour la gauche". » Une chose est certaine : le PS ne s'intéresse pas à nous pour nos « idées » !

[Voir l'article cité du *Monde* sur ESSF : [Le PS cherche une parade à la montée en puissance d'Olivier Besancenot](#)]

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2253, 22/05/2008.